
Antiféminismes

Éditorial

Antiféminisme, masculinisme, mouvement des «incels», offensives contre le genre, transphobie... les attaques contre les droits et revendications des femmes et des minorités de genre sont devenues un sujet brûlant d'actualité. Le phénomène n'a pourtant rien de nouveau et la presse européenne s'en faisait déjà l'écho dès les dernières décennies du XIX^e siècle. La recherche historique a toutefois mis du temps à s'emparer de cet objet d'étude. En 1991, le livre de la journaliste féministe Susan Faludi, *Backlash. The Undeclared War Against Women*, qui analyse l'ampleur de la réaction antiféministe aux États-Unis durant les années Reagan, montre la nécessité d'étudier le phénomène décrit comme un «retour de bâton».¹ Dans les espaces francophone et germanophone paraissent alors les premières études qui replacent le phénomène dans une perspective historique.²

Trente ans plus tard, c'est à nouveau l'actualité politique qui favorise un regain d'intérêt pour ces questions dans le monde de la recherche. Le travail de veille bibliographique mené par nos collègues du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) révèle en effet une nette augmentation de la production dès les années 2000, qui ont connu un vaste déploiement de l'antiféminisme sur le web 2.0, et un pic à la suite de la première élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2016.³ Face à l'ampleur des attaques contre les droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre, nous ressentons nous aussi le besoin d'analyser, pour mieux les contrer, ces mobilisations qui touchent aux droits fondamentaux en termes d'égalité. Dans *Femmes sous surveillance*, paru en 1958, Iris von Roten alertait d'ailleurs sur le fait qu'«Il suffit d'un pas en arrière pour raviver une situation dont on croyait que le mouvement des femmes était définitivement venu à bout».⁴ Ce numéro se veut d'abord une contribution à la recherche historique sur le phénomène, qui reste encore peu développée en Suisse. L'enjeu consiste cependant aussi à défendre notre discipline, puisque l'antiféminisme attaque le concept de genre, un outil essentiel en sciences humaines. Or, nombreux sont les appels politiques, mais aussi académiques,⁵ qui délégitiment explicitement la recherche portant sur les thèmes liés au genre et, plus largement

sur des enjeux de justice sociale, qualifiés désormais de «wokistes» par les polémistes conservateurs.⁶

Identifier l'antiféminisme

Si l'antiféminisme désigne au sens strict et littéral l'opposition aux mouvements des femmes, il doit se comprendre plus largement comme une forme d'«hostilité à l'émancipation des femmes».⁷ Ainsi, pour Michèle Perrot, il «accompagne comme son ombre» l'effort de libération des femmes et «s'articule au féminisme dont il se voudrait l'antidote et la conjuration».⁸ En ce sens, l'antiféminisme est un contre-mouvement, qui surgit brutalement à la fin du XIX^e siècle, en réaction à la «première vague» féministe.⁹

La définition du terme «féminisme» entendue comme une aspiration à l'émancipation avait mis un certain temps à s'imposer: en français, il faut attendre que la suffragette Hubertine Auclert se qualifie de féministe en 1882 pour que le terme, qui désignait jusque-là une féminisation pathologique des hommes,¹⁰ prenne désormais ce sens.¹¹ L'antiféminisme se laisse quant à lui plus aisément nommer et ce sont les premières concernées qui identifient comme tel ce contre-mouvement. Parmi elles, Jeanne Chauvin, deuxième femme en France à obtenir un doctorat en droit (1892), qui se voit en 1897 refuser l'autorisation d'exercer son métier d'avocate. Elle publie alors cette même année un article dans *La revue blanche*, une revue littéraire et artistique, pour qualifier d'antiféministes les positions de ceux qui s'opposent au féminisme, et plus particulièrement à l'accès des femmes à toutes les professions.¹² Le terme se diffuse également au tournant du siècle dans l'espace germanophone. En 1902, la féministe allemande Hedwig Dohm publie un ouvrage qui fera date: *Die Antifeministen. Ein Buch der Verteidigung*.¹³ Bien que son écriture soit extrêmement polémique, elle ne la perçoit pas comme une attaque dirigée contre les hommes, mais plutôt comme une critique lucide et acérée des idéologies antiféministes. Elle souligne qu'il s'agit bien de s'en prendre aux idées et non aux personnes.

Ce sont donc les féministes qui en premier nomment le contre-mouvement qui s'oppose aux avancées – réelles ou craintes – des droits des femmes, et qui le distinguent ainsi de la misogynie en désignant son caractère politique. La recherche académique, tant en histoire que dans les autres sciences sociales, a poursuivi cette approche en s'appuyant largement sur la théorie des contre-mouvements pour analyser le phénomène. Aujourd'hui, les études sur l'antiféminisme forment un véritable sous-champ de la recherche en histoire des femmes et des féminismes.¹⁴

Certains travaux historiques relèvent que l'antiféminisme peut se manifester de manière préventive.¹⁵ Il n'en reste pas moins que l'antiféminisme est une «catégorie relationnelle»¹⁶ qui se développe et doit donc être analysée en fonction de l'évolution des mouvements féministes. Ces dynamiques de «*backlash and response*» constituent l'un des plus grands défis de la recherche.¹⁷ À cet égard, nous pouvons formuler l'hypothèse que le déséquilibre de l'état des connaissances sur ce contre-mouvement, essentiellement étudié dans l'espace occidental,¹⁸ reflète le manque de plasticité du concept de féminisme, dont l'usage a longtemps résisté, voire résiste encore, à qualifier les pratiques pourtant réelles des mouvements des femmes dans les espaces (post-)coloniaux.¹⁹

Par ailleurs, de même qu'il n'existe pas *un* féminisme, l'antiféminisme peut revêtir lui aussi des formes multiples. Il est, à l'instar des autres mouvements sociaux, constitué de différentes tendances plus ou moins radicales, et plus ou moins liées les unes aux autres,²⁰ constitutives d'une «nébuleuse antiféministe».²¹ Ainsi, il est désormais courant de parler d'*antiféminismes* au pluriel pour souligner la grande hétérogénéité de ce contre-mouvement,²² à l'instar du titre que nous avons choisi pour le présent numéro. L'antiféminisme n'en représente pas moins un phénomène à part entière, qui se distingue de la misogynie, qui désigne la haine et le mépris à l'égard des femmes, ou du sexisme, entendu comme une attitude discriminatoire envers le sexe opposé.²³ Le sexisme, mais aussi la misogynie, sont toutefois consubstantiels à l'antiféminisme. Ils ont pour socle commun un système de pensée qui organise la société selon une ligne de partage entre un féminin et un masculin essentialisés, dont les rôles sont perçus comme distincts et complémentaires, dans un système fondamentalement patriarcal. Le féminisme représente ainsi une menace, puisqu'il remet en question cette catégorisation binaire et la hiérarchie sexuelle qui en découle. L'antiféminisme repose par ailleurs sur un ensemble de théories et de répertoires d'actions.²⁴ Ses tactiques sont extrêmement variées, et peuvent s'exprimer à différents niveaux, qu'il s'agisse de la sphère de l'intime,²⁵ du milieu étatique²⁶ ou juridique – un domaine dans lequel interviennent souvent les groupes de pères divorcés, comme le montre l'ouvrage d'Édouard Leport recensé dans ce numéro.²⁷ De l'usage de caricatures²⁸ ou de mèmes sur internet²⁹ aux attentats, comme celui contre les étudiantes de Polytechnique à Montréal en 1989,³⁰ en passant par le recours aux tribunaux³¹ ou les raids en ligne contre des féministes,³² les antiféministes ont montré au fil du temps leur capacité à s'adapter à de multiples terrains pour contrer les mouvements féministes.

La recherche a également identifié une autre grande tendance antiféministe, qui s'exprime avec le masculinisme, c'est-à-dire la défense des droits des hommes face à une société perçue comme féministe. S'il connaît aujourd'hui un nouvel essor, favorisé par la caisse de résonance que lui offre le web 2.0,³³

il s'inscrit pourtant lui aussi dans un temps long, puisqu'il apparaît dès la fin du XIX^e siècle.³⁴ S'appuyant sur un discours de «crise de la masculinité»,³⁵ qui postule que les hommes souffrent à cause des avancées des droits des femmes, les masculinistes prônent la domination patriarcale avec une vision extrêmement essentialisante des rôles de genre.³⁶ Bien que le terme soit construit en miroir à celui de féminisme, il serait erroné d'y voir son pendant: contrairement aux féministes, les masculinistes ne visent pas l'égalité et la justice sociales, mais cherchent plutôt à maintenir les privilèges masculins.³⁷

La grande plasticité des différentes formes d'antiféminisme rend parfois leur identification difficile, d'autant plus qu'elles s'appuient sur un ensemble de stéréotypes qui forment un «prêt-à-penser» largement répandu, que Francine Des-carries a qualifié d'«antiféminisme ordinaire».³⁸ Dans sa contribution au présent numéro portant sur les débats au Conseil parlementaire allemand entre 1948 et 1949, qui débouchent sur l'inscription de l'égalité dans la nouvelle constitution fédérale, Anna Leyrer montre par exemple à quel point il est difficile d'identifier des lignes de partage entre féminisme et antiféminisme sans contextualiser précisément la manière dont les divers·es protagonistes conçoivent la notion même d'égalité.³⁹ D'ailleurs, les antiféministes se désignent rarement comme tel·le·s et nombreux·ses sont celles et ceux qui avancent masqué·e·s et emploient des désignations alternatives, comme alterféministes, hoministes ou encore pro-vie. Ces stratégies discursives, si elles parviennent parfois à brouiller les pistes, ne résistent toutefois pas à l'analyse de leurs buts politiques, à savoir leur opposition au féminisme et leur volonté de maintenir des inégalités structurelles fondées sur le genre.

Historiciser l'antiféminisme

Il reste délicat de déterminer des «vagues» d'antiféminisme – comme cela se fait parfois pour les mouvements féministes, sans qu'il n'y ait unanimité sur cette périodisation –,⁴⁰ même si, en tant que contre-mouvement, l'antiféminisme s'adapte aux combats principaux de son adversaire. Par ailleurs, la contribution de Benedikt Breisacher dans ce numéro souligne la continuité des discours antiféministes: selon lui, la rhétorique présente en République Fédérale d'Allemagne dans les années 1970 se base sur quelques arguments centraux qui dominent déjà dès la fin du XIX^e siècle et qui ont peu évolué entre-temps. Malgré la permanence des luttes politiques entre les sexes et certaines continuités discursives, on peut distinguer des fluctuations et des formes d'expression spécifiques à certaines périodes de l'histoire. L'antisuffragisme représente la première forme d'antiféminisme identifiée par la recherche historique, et sans

doute la plus couverte. Particulièrement visible dans les démocraties occidentales, il a donné lieu aux premières organisations antiféministes structurées avec, par exemple, le Bund zur Bekämpfung der Frauenemanzipation en Allemagne, ou la National Anti-Woman Suffrage League en Angleterre.⁴¹ Le combat antisuffragiste, très actif dans des pays comme la France ou la Suisse, reste confiné au contexte de la démocratie masculine et ses manifestations tendent à disparaître une fois le droit de vote et d'éligibilité des femmes obtenu. L'antisuffragisme peut être vu comme une variante spécifique de l'antiféminisme conservateur, qui s'appuie sur une autorité supérieure – Dieu ou la nature – pour justifier les hiérarchies entre femmes et hommes. Ce conservatisme peut se trouver dans l'ensemble du spectre politique, la ligne de partage résidant ici moins dans le clivage politique «gauche-droite» que dans le rapport à l'ordre de genre.⁴² Entre la fin du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle, il s'exprime principalement, outre le débat sur le droit de vote des femmes, dans le domaine de l'éducation et de l'accès aux professions de prestige.⁴³

Après ces premiers combats, les antiféministes réorientent leur mobilisation en ciblant deux thèmes chers aux féministes dès les années 1970, à savoir la réforme du droit de la famille et les droits sexuels et reproductifs,⁴⁴ enjeux que nous développons plus en détail pour le cas suisse, ci-après. Depuis lors, les manifestations et mobilisations antiféministes ont encore évolué. Dès les années 1990 émerge une nouvelle forme d'antiféminisme qui s'exprime à une échelle plus globale et qui prend plus spécifiquement le concept de genre pour cible, dans le but de renverser la prétendue «théorie du genre» qui menacerait de détruire aussi bien la binarité des sexes que la famille.⁴⁵ Les attaques de ce mouvement, ainsi que leur défense d'une société hétéronormative et leur transphobie, incitent certain·e·s chercheur·euse·s à les classer dans le phénomène antiféministe,⁴⁶ même si le débat reste ouvert à cet égard.⁴⁷ L'opposition au concept de genre est désormais devenue à la fois un signifiant vide de sens («*empty signifier*»)⁴⁸ et un ciment symbolique («*symbolic glue*»)⁴⁹ qui rassemble des protagonistes aux idées parfois opposées, mais qui se retrouvent dans la défense d'un ordre binaire de la société. Du Vatican aux régimes populistes, en passant par des groupuscules d'extrême droite, le discours contre le genre cristallise les peurs sociales et le ressentiment.⁵⁰

Les fortes oppositions auxquelles se heurtent les différentes mesures adoptées ou proposées en faveur du langage et de l'écriture inclusive ces vingt dernières années représentent un exemple très parlant de la manière dont les oppositions au concept de genre et aux revendications féministes peuvent réunir des groupes d'acteurs a priori très distincts, comme le montre le débat proposé par Dorothee Beck pour le cas de l'Allemagne. Dans sa contribution, l'autrice met en évidence que les partis démocratiques bourgeois (CDU et CSU) et l'extrême droite

(AfD), habituellement opposés, se rejoignent en effet dans une lutte commune contre le langage inclusif, même si des arguments différents sont mobilisés.

L'antiféminisme en Suisse

Il nous faut encore revenir sur quelques spécificités du cas suisse, sur lequel porte la majeure partie des contributions de ce numéro, qui s'expliquent en partie par le fait que le suffrage féminin y cristallise plus longtemps qu'ailleurs les revendications féministes et antiféministes. L'illustration que nous avons choisie comme couverture pour ce numéro témoigne de la longue accapARATION par les hommes du pouvoir politique, les femmes n'obtenant le droit de vote et d'éligibilité sur le plan fédéral qu'en 1971.⁵¹ Cette photographie, prise à la Landsgemeinde de Hundwil dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures par Jürg Hassler en 1967 – et que nous commentons de manière plus approfondie sur le site internet de la revue⁵² – rappelle que ce sont les hommes qui, à tous les échelons de l'État, se sont longtemps opposés aux droits politiques des femmes. Certaines femmes n'ont toutefois pas été en reste avec des associations féminines particulièrement visibles dans le combat antisuffragiste.⁵³ Comme mentionné précédemment, après 1971, les antiféministes suisses s'emparent, comme ailleurs, des enjeux relatifs au droit de la famille et aux droits sexuels et reproductifs.⁵⁴ Objet de plusieurs réformes entre 1972 et 2000, le droit de la famille devient le principal combat des antiféministes. Il s'agit bien d'une réaction aux mouvements féministes qui soulignent alors le caractère politique de la sphère privée, comme l'analysent Sarah Probst et Celestina Widmer dans leur contribution dans ce numéro sur le référendum de 1985 relatif à la réforme du droit matrimonial. Entrée en vigueur en 1988, l'égalité des conjoint·e·s dans le mariage se heurte toutefois encore à une conception très patriarcale de l'union conjugale jusqu'en 2000, qui marque un tournant avec l'abandon du «divorce pour faute». Aurore Müller et Marta Roca y Escoda révèlent dans leur article – qui paraît hors dossier, mais dont les résonances avec le thème de l'antiféminisme sont frappantes – à quel point la violence contre les femmes reste alors dans une large mesure socialement acceptée. Or c'est bien ce modèle de soumission des femmes à leurs époux que défendent les antiféministes. Cette subordination passe également par le contrôle du corps des femmes, cheval de bataille des féministes dès les années 1970. En analysant plus spécifiquement les alliances qui se nouent autour des débats liés à l'avortement, Stéphanie Jungo souligne dans ce numéro l'importance du ressentiment qui anime les opposants à un changement social considéré comme néfaste pour la société, mais surtout pour les hommes. La défense des privilèges masculins se joue en effet sur ces

deux tableaux qui sont liés, comme le démontre encore l'article de Laura Bernasconi et Audrey Bonvin. Les chercheuses soulignent les mécanismes conjoints qui mobilisent tant les opposant-e-s au droit à l'avortement que les défenseurs des pères qui regrettent la perte de pouvoir des chefs de famille.

Le cas helvétique permet enfin de souligner une nouvelle fois que l'opposition aux droits des femmes et, plus généralement, à toutes les personnes qui transgressent l'ordre de genre, transcende les clivages politiques. À cet égard, l'antiféminisme s'appuie de plus en plus fréquemment sur l'idée d'une «égalité-déjà-là» qui permet de décrédibiliser des combats féministes vus comme dépassés, inutiles ou extrémistes. Ce discours post-féministe fait le jeu de l'antiféminisme.⁵⁵ Il en va ainsi de l'Alliance de sociétés féminines, principale organisation faîtière des femmes en Suisse, fondée en 1900 et rebaptisée alliance F en 1999. Comme le montre le portrait réalisé pour ce numéro par Zoé Seuret, qui se concentre sur le «tournant bourgeois» de l'association depuis les années 1970, cette dernière affirme de plus en plus une conception libérale de l'égalité, prenant des distances explicites avec les mobilisations féministes plus progressistes. Bien que l'Alliance ne s'inscrive pas à proprement parler dans la mouvance antiféministe, ce portrait permet de souligner les effets de cette rhétorique qui décrédibilise les luttes féministes. Il rappelle par ailleurs la nécessité de poursuivre, plus largement, les recherches sur les liens entre l'antiféminisme et l'économie capitaliste, notamment dans le contexte néolibéral.⁵⁶ À cet égard, la contribution d'Hadrien Buclin ouvre des pistes de recherche très intéressantes sur l'antiféminisme au sein du patronat suisse, en montrant la manière dont ce dernier s'est fortement mobilisé, dès les années 1990, contre l'introduction d'une assurance maternité en Suisse, considérée comme une loi féministe à combattre.

Vers une intersectionnalité des haines

Si l'antiféminisme dit bien sûr beaucoup de choses sur les rapports entre les sexes, il est, plus largement, un puissant révélateur des anxiétés contemporaines,⁵⁷ et l'histoire de l'antiféminisme est aussi celle de la peur du changement. Il n'est ainsi pas étonnant que celui-ci se conjugue fréquemment avec d'autres formes de haines. Les féministes afro-américaines ont attiré depuis longtemps l'attention sur la nécessité de prendre en compte la manière dont les différentes formes d'oppression – de genre, de race et de classe, notamment – s'articulent entre elles,⁵⁸ et d'adopter pour ce faire une approche intersectionnelle.⁵⁹ Une telle approche est également féconde lorsque l'antiféminisme se conjugue avec d'autres formes de haine comme le racisme, l'homophobie, l'is-

lamophobie ou l'antisémitisme – ce que plusieurs chercheur·euse·s ont désigné comme une «intersectionnalité des haines».⁶⁰

Très tôt, l'historienne Shulamit Volkov a souligné que le principe de «l'altérité» avait une fonction constitutive et stabilisatrice pour la société bourgeoise.⁶¹ À l'inverse, et donc paradoxalement, les débats antisémites et antiféministes qui s'intensifient et s'enchevêtrent à la fin du XIX^e siècle peuvent également être compris comme une résistance face au projet bourgeois de modernité et ses idéaux d'égalité et de liberté issus des Lumières – un défi qui persiste encore aujourd'hui. En se penchant sur l'Empire allemand autour de 1900, l'historienne Ute Planert a montré que l'antiféminisme et l'antisémitisme n'avaient pas seulement des similitudes programmatiques, mais qu'ils étaient également étroitement liés tant au niveau des personnes que des organisations.⁶²

L'extrême droite a toujours été fondamentalement patriarcale, quels que soient ses courants,⁶³ et c'est en son sein qu'on trouve «la forme la plus virulente d'antiféminisme».⁶⁴ En France, l'Action française fustige ainsi dès le début du XX^e siècle aussi bien les juifs, les francs-maçons, les étrangers, les communistes et les féministes, tenu·e·s pour responsables de ce qui est perçu comme la décadence de la nation.⁶⁵ Plus récemment, des personnalités comme Alain Soral en France produisent également une rhétorique marquée par une intersectionnalité des haines, où l'antiféminisme se conjugue avec des propos ouvertement antisémites, islamophobes et homophobes, comme le montre la contribution de Chrystèle Bayon dans ce numéro.⁶⁶ Aux États-Unis, la présidence de Trump et ses dérives quotidiennes sur les réseaux sociaux ont offert une nouvelle légitimité à l'antiféminisme d'extrême droite. Selon l'auteur et journaliste afro-américain Rembert Browne, le candidat Républicain aurait remporté son premier mandat de président en rendant la haine intersectionnelle.⁶⁷

Si les antiféministes sont principalement des hommes, il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'antiféminisme parmi les femmes. Nous avons déjà mentionné les opposantes suisses au droit de vote, qui étaient loin de représenter une exception.⁶⁸ L'exemple le plus flagrant et virulent se trouve cependant, à nouveau, au sein des militantes d'extrême droite. La politiste et historienne Magali Della Sudda, dont l'ouvrage est recensé dans le présent numéro, a ainsi brossé le portrait de ces nouvelles militantes de droite qui ont émergé en France à partir des années 2010, comme les Antigones, nées d'une «insurrection contre les Femen» et opposées aux théories du genre et au «sextrémisme».⁶⁹ De son côté, la sociologue Sara Farris utilise le concept de fémonationalisme pour désigner la manière dont les revendications féministes ont parfois été récupérées à des fins racistes et anti-immigration.⁷⁰

Comme Hedwig Dohm l'avait déjà dévoilé il y a plus de cent ans, parmi les nombreux clichés véhiculés par l'antiféminisme figure par ailleurs en bonne

place l'idée selon laquelle les femmes n'aiment pas les hommes – quand bien même le féminisme n'a jamais été fondé sur la haine des hommes, contrairement à l'antiféminisme qui puise fréquemment dans la misogynie.⁷¹ L'antiféminisme est en outre fréquemment associé à la lesbophobie,⁷² comme l'illustre ici l'analyse de Marie Spang qui porte sur les réactions à une manifestation féministe à Fribourg en 1978. Elle montre ainsi que la procession catholique organisée à la suite du défilé des militantes du Mouvement de libération des femmes (MLF) met l'accent sur le lesbianisme des manifestantes, un péché aux yeux des fondamentalistes catholiques. Il faut cependant rappeler que ces clichés antiféministes se retrouvent dans un large éventail politique et ne sont de loin pas réductibles à l'extrême droite ou au catholicisme. S'il s'exprime souvent de manière moins violente, l'antiféminisme de la droite libérale, mais aussi de la gauche⁷³ – même si ce dernier reste moins étudié – a des impacts très concrets sur les droits des femmes.

Poursuivre la recherche (et la résistance)

Comme nous l'avons déjà souligné, la recherche sur l'antiféminisme fait elle-même l'objet des attaques antiféministes. Ce numéro défend donc tout autant une cause scientifique que féministe. Les différents articles qu'il contient contribuent à alimenter la recherche foisonnante sur l'antiféminisme, plus particulièrement en ce qui concerne la seconde partie du XX^e siècle. Ils font par ailleurs émerger de nombreuses pistes de recherche qui restent largement inexplorées. Le *desideratum* peut-être le plus central concerne la matrice heuristique du féminisme et de l'antiféminisme, forgée vers 1900 par les féministes en Europe. Même si associer féminisme et antiféminisme, mouvement et contre-mouvement, est une approche productive, elle reste limitée dans l'espace et dans le temps. Or, comme nous l'avons déjà souligné, l'histoire de l'antiféminisme s'inscrit dans le temps long. Si l'antiféminisme de la fin du XIX^e siècle est bien documenté, les périodes antérieures restent beaucoup moins étudiées sous cet angle: dans quelle mesure le concept d'antiféminisme peut-il être mobilisé pour les époques qui précèdent l'émergence du terme? Comment s'exprime-t-il et se distingue-t-il de la misogynie? Plusieurs études montrent que le concept de féminisme s'avère également fécond pour les périodes qui précèdent son émergence comme mouvement politique dans l'Europe du XIX^e siècle.⁷⁴ Il peut donc en aller de même pour l'antiféminisme, comme en atteste la démarche pionnière de l'économiste Michèle Pujol, qui traquait au début des années 1990 déjà le féminisme et l'antiféminisme dans l'économie politique classique britannique en partant d'Adam Smith.⁷⁵

Les recherches futures devront également investiguer dans quelle mesure l'antiféminisme est un phénomène global. Là encore, les recherches récentes sur les féminismes dans les pays du «Sud global» nous incitent à décentrer un regard qui s'est largement porté sur le monde occidental.⁷⁶ Dans cette perspective, plusieurs chercheur·euse·s et militant·e·s africain·e·s et afrodescendant·e·s ouvrent par exemple des pistes de réflexion très stimulantes sur l'héritage colonial de l'antiféminisme. Pour l'historienne Rose Ndengue, les dynamiques de l'anti-genre et de l'antiféminisme présentes en Afrique sont en partie «des dynamiques occidentales», dans le sens où «la manière dont les femmes étaient vues et construites en Occident a été importée par le fait colonial, qui a continué d'être nourri par les Africain·e·s».⁷⁷ Elle souligne par ailleurs les enjeux relatifs à l'application de concepts occidentaux à des aires non-occidentales et rappelle qu'en Europe, l'anti-genre, notamment, se combine souvent au racisme, alors qu'en Afrique la situation se configure différemment, ce qui l'amène à interroger «le caractère globalisant du terme anti-genre».⁷⁸ Le constat s'applique également à la question de l'antiféminisme et incite donc à mobiliser ces concepts, selon elle, avec prudence. Deux ouvrages collectifs récemment parus, *Transnational Anti-Gender Politics. Feminist Solidarity in Times of Global Attacks* (2024) et *Global Contestations of Gender Rights* (2022) recensés dans ce numéro, relèvent le défi pour montrer que plusieurs centres de réaction à la question du genre apparaissent simultanément dans le monde et invitent à affiner le cadre d'analyse.⁷⁹

Face à l'ampleur de l'antiféminisme et à la manière dont il se reconfigure constamment, il apparaît donc nécessaire de poursuivre la recherche sur le sujet, mais aussi de penser les différentes formes de résistance à lui opposer. Comme le soulignent Mélissa Blais et Debbie Ging dans un récent entretien accordé à la revue *Nouvelles questions féministes*, dont le dernier numéro est également consacré à l'antiféminisme, il faut continuer à croire dans la force du collectif et de l'éducation. À cet égard, ce volume de *traverse* participe à diffuser des connaissances dont nous avons plus que jamais besoin. À l'instar du récent livre de la journaliste Salomé Saqué *Résister*, sur (et contre) la montée de l'extrême droite en France, il espère ainsi apporter sa contribution à «l'édifice de résistances plurielles, qu'il nous faut inventer et consolider».⁸⁰

Stéphanie Ginalska, Pauline Milani, Matthias Ruoss

Notes

- 1 Susan Faludi, *Backlash. The Undeclared War Against Women* [1991], New York 2006.
- 2 Parmi les premières études fondatrices du champ, citons pour l'Allemagne Ute Planert, *Antifeminismus im Kaiserreich. Diskurs, soziale Formation und politische Mentalität*, Göttingen 1998; et pour la France, l'ouvrage issu d'un colloque organisé par Christine Bard en 1997: Christine Bard (éd.), *Un siècle d'antiféminisme*, Paris 1999.
- 3 Melissa Blais et al., *Bibliographie sur l'antiféminisme*, mise à jour 2022, https://reqef.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/05/biblio_reqef_antifeminisme.pdf (12. 6. 2025).
- 4 Iris von Roten, *Femmes sous surveillance* [1958], Lausanne 2021, 22.
- 5 Marion Näser-Lather, «Academics against Gender Studies: Science populism as part of an authoritarian anti-feminist hegemony project», *Kvinder, Køn & Forskning* 2 (2020), 77–84, <https://doi.org/10.7146/kkf.v29i2.124901> (24. 6. 2025).
- 6 Francis Dupuis-Déri, *Panique à l'université. Rectitude politique, woke et autres menaces imaginaires*, Montréal 2022.
- 7 Christine Bard, «Pour une histoire des antiféminismes», in Bard (voir note 2), 21–37, ici 22.
- 8 Michèle Perrot, «Préface», in Bard (voir note 2), 7–20, ici 8.
- 9 Christine Bard, «Les antiféminismes de la première vague», in Bard (voir note 2), 41–67, ici 41.
- 10 Valère Faneau, *Du féminisme et de l'infantilisme chez les tuberculeux*, thèse de doctorat en médecine, Paris 1871.
- 11 Karen Offen, *European Feminisms, 1700–1950. A Political History*, Stanford 2000, 183.
- 12 Jeanne Chauvin, «Féminisme et antiféminisme», *La revue blanche*, décembre 1897, 321–325.
- 13 Hedwig Dohm, *Die Antifeministen. Ein Buch der Verteidigung*, Berlin 1902. Voir aussi Susanne Maurer, «Hedwig Dohms <Die Antifeministen>», *Aus Politik und Zeitgeschichte* 17 (2018), 40–46.
- 14 Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri, «Les études sur l'antiféminisme. Commentaire sur la nouvelle édition de la *Bibliographie sur l'antiféminisme*», in Blais et al. (voir note 3), 4–19.
- 15 Christine Bard, «À contre-vagues», in Christine Bard, Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri (éd.), *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, Paris 2019, 7–49, ici 11; Ève-Marie Lampron, «Liberté, fraternité, masculinité: les discours masculinistes contemporains du Québec et la perception des femmes dans la France révolutionnaire», in Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri (éd.), *Le mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué*, Montréal 2008, 33–54.
- 16 Sara Garbagnoli, «L'hérésie des <féministes du genre>: genèse et enjeux de l'antiféminisme <antigenre> du Vatican», in Diane Lamoureux, Francis Dupuis-Déri (éd.), *Les antiféminismes. Analyse d'un discours réactionnaire*, Montréal 2015, 107–128.
- 17 Jane Mansbridge, Shauna L. Shames, «Toward a Theory of Backlash: Dynamic Resistance and the Central Role of Power», *Politics & Gender* 4 (2008), 623–634, ici 630.
- 18 Blais/Dupuis-Déri (voir note 14), 18; Jordi Bonet-Martí, «Los antifeminismos como contramovimiento: una revisión bibliográfica de las principales perspectivas teóricas y de los debates actuales», *Teknokultura. Revista de Cultura Digital y Movimientos Sociales* 18/1 (2021), 61–71, <https://doi.org/10.5209/tekn.71303> (24. 6. 2025).
- 19 Lucy Delap, *Feminisms. A Global History*, Chicago 2020.
- 20 Blais/Dupuis-Déri (voir note 14), 7.
- 21 Anne-Marie Devreux, Diane Lamoureux, «Les antiféminismes: une nébuleuse aux manifestations tangibles», *Cahiers du Genre* 52/1 (2012), 7–22.
- 22 Bard/Blais/Dupuis-Déri (éd.) (voir note 15).
- 23 Bard (voir note 7), 22.
- 24 Blais/Dupuis-Déri (voir note 14), 7.
- 25 Jennifer L. Holland, *Tiny You. A Western History of the Anti-Abortion Movement*, Berkeley 2020.

- 26 Francis Dupuis-Déri, «L'antiféminisme d'État», *Lien social et Politiques* 69 (2013), 163–180.
- 27 Édouard Leport, *Les papas en danger? Des pères à l'assaut des droits des femmes*, Paris 2022.
- 28 Helen Chenut, «Anti-feminist Caricature in France: Politics, Satire and Public Opinion, 1890–1914», *Modern & Contemporary France* 20/4 (2012), 437–452, <https://doi.org/10.1080/09639489.2012.720433> (24. 6. 2025); Lauren Alex O'Hagan, «Contesting Women's Right to Vote: Anti-Suffrage Postcards in Edwardian Britain», *Visual Culture in Britain* 21/3 (2020), 330–362, <https://doi.org/10.1080/14714787.2020.1827971> (24. 6. 2025); Detlef Münch, *Die weibliche Gefahr. Antifeminismus in der frühen deutschen Science Fiction und utopischen Karikatur, 1861–1916*, Dortmund 2024.
- 29 Maxime Dafaure, «Memes, trolls and the manosphere: mapping the manifold expressions of antifeminism and misogyny online», *European Journal of English Studies* 26/2 (2022), 236–254, <https://doi.org/10.1080/13825577.2022.2091299> (24. 6. 2025).
- 30 Mélissa Blais, *L'attentat antiféministe de Polytechnique. Une mémoire collective en transformation*, Saint-Laurent 2024.
- 31 Susan B. Boyd, «Demonizing Mothers: Fathers' Rights Discourses in Child Custody Law Reform Processes», *Journal of the Motherhood Initiative for Research and Community Involvement* 6/1 (2004), 52–74.
- 32 Elena Waldispuehl, «Cybersurveiller et cyberharceler les féministes jusqu'à l'épuisement comme stratégie d'action des réseaux antiféministes en France et au Québec», *Revue française des sciences de l'information et de la communication* 28 (2024), <https://doi.org/10.4000/11ubm> (26. 2. 2025).
- 33 Ging Debbie, Siapera Eugenia, *Gender Hate Online. Understanding the New Anti-Feminism*, Cham 2019.
- 34 Francis Dupuis-Déri, «Le «masculinisme»: une histoire politique du mot (en anglais et en français)», *Recherches féministes* 22/2 (2010), 97–123, <https://doi.org/10.7202/039213ar> (24. 6. 2025); Carlier Denis, *Le masculinisme en France, 1870–1945. Usages féministes et antiféministes d'un terme et de ses variantes*, thèse de doctorat en cours sous la direction de Christine Bard (Université d'Angers) et Francis Dupuis-Déri (Université du Québec à Montréal).
- 35 Francis Dupuis-Déri, *La crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace*, Montréal 2018.
- 36 Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri, «Masculinism and the Antifeminist Countermovement», *Social Movement Studies* 11/1 (2011), 21–39, <https://doi.org/10.1080/14742837.2012.640532> (24. 6. 2025); Blais/Dupuis-Déri (voir note 15); Andreas Kemper, *Die Maskulisten. Organisierter Antifeminismus im deutschsprachigen Raum*, Münster 2012.
- 37 Theresa M. Iker, *Before the Red Pill. The Men's Rights Movement and American Politics, 1960–2005*, Thèse de doctorat, Stanford University 2023.
- 38 Francine Descarries, «L'antiféminisme «ordinaire»», *Recherches féministes* 18/2 (2005), 137–151, <https://doi.org/10.7202/012421ar> (24. 6. 2025).
- 39 Lucy Delap, «Feminist and anti-feminist encounters in Edwardian Britain», *Historical Research* 78/201 (2005), 377–399.
- 40 Linda Nicholson, «Feminism in «Waves»: Useful Metaphor or Not?», *New Politics* XII/4 (2010), 34–39, https://newpol.org/issue_post/feminism-waves-useful-metaphor-or-not (17. 6. 2025).
- 41 Planert (voir note 2); Delap (voir note 39).
- 42 Florence Rochefort, «L'antiféminisme: une rhétorique réactionnaire?», in Bard (voir note 2), 133–147.
- 43 Karin Hausen, «Warum Männer Frauen zur Wissenschaft nicht zulassen wollten», in: Helga Nowotny (éd.), *Wie männlich ist die Wissenschaft?*, Frankfurt/Main 1986, 31–40; Beatrix Mesmer, *Staatsbürgerinnen ohne Stimmrecht: Die Politik der schweizerischen Frauenverbände 1914–1971*, Zürich 2007, 150–156.
- 44 Claire Sorin, «L'antiféminisme des femmes aux États-Unis, symptôme d'une Amérique illibérale? Le cas de WomenAgainstFeminism.com», *20 & 21. Revue d'histoire* 153/1 (2022), 49–63, <https://doi.org/10.3917/vin.153.0049> (24. 6. 2025).

- 45 Judith Butler, *Qui a peur du genre?*, Paris 2024; Sara Garbagnoli, Massimo Prearo, *La croisade «anti-genre» du Vatican aux manif pour tous* (Petite encyclopédie critique), Paris 2017; Roman Kuhar, David Paternotte (éd.), *Campagnes anti-genre en Europe. Des mobilisations contre l'égalité*, Lyon 2018 (SXS sexualités), <https://books.openedition.org/pul/27735> (24. 6. 2025).
- 46 Judith Goetz, Stefanie Mayer, *Global Perspectives on Anti-Feminism. Far-Right and Religious Attacks on Equality and Diversity*, Edinburgh 2023.
- 47 Andrea Pető, «Feminist Stories from an Illiberal State: Revoking the License to Teach Gender Studies in Hungary at a University in Exile (CEU)», in Katharina Bluhm et al. (éd.), *Gender and Power in Eastern Europe. Changing Concepts of Femininity and Masculinity in Power Relations, Societies and Political Orders in Transition*, Cham 2021, 35–44, <https://doi.org/10.1007/978-3-030-53130-0> (24. 6. 2025).
- 48 Birgit Sauer, «Anti-feministische Mobilisierung in Europa. Kampf um eine neue politische Hegemonie?», *Zeitschrift für Vergleichende Politikwissenschaft* 13 (2019), 339–352, ici 342.
- 49 Eszter Kováts, Póim Maari, *Gender as Symbolic Glue. The Position and Role of Conservative and Far Right Parties in the Anti-Gender Mobilizations in Europe*, Budapest 2015, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/budapest/11382.pdf> (24. 6. 2025).
- 50 Sonja A. Strube et al. (éd.), *Anti-Genderismus in Europa. Allianzen von Rechtspopulismus und religiösem Fundamentalismus. Mobilisierung – Vernetzung – Transformation*, Bielefeld 2021, <https://doi.org/10.14361/9783839453155> (24. 6. 2025); Garbagnoli/Prearo (voir note 45).
- 51 Brigitte Studer, *La conquête d'un droit. Le suffrage féminin en Suisse (1848–1971)*, Neuchâtel 2020.
- 52 <https://revue-traverse.ch/highlight/highlight-3-2025/>.
- 53 Urs Hafner, Noemi Crain Merz, «Als die Apologetinnen der Männerrepublik die Gretchenfrage der Demokratie stellten: Zur Politik der Gegnerinnen des Frauenstimmrechts in der Schweiz, 1919–1971», *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 72/1 (2022), 40–54, <https://doi.org/10.24894/2296-6013.00096> (24. 6. 2025); Daniel A. Furter, «Die umgekehrten Suffragetten». *Die Gegnerinnen des Frauenstimmrechts in der Schweiz von 1958–1971*, Mémoire de licence non publié, Université de Berne 2003, https://furter.net/downloads/Lizentiat_Die_Gegnerinnen_des_Frauenstimmrechts.pdf (24. 6. 2025).
- 54 Pauline Milani, «Lutter contre les excès de l'émancipation des femmes: La reconfiguration des forces antiféministes au tournant de 1971», in Katrin Meyer, Yunna Skliarova, Stephanie Pfenniger Tuchschnid (éd.), *Remembering Women's Suffrage and Redefining Democracy. Critical Feminist Interventions*, Zurich 2024, 67–88.
- 55 Francis Dupuis-Déri, «Postféminisme et antiféminisme», in Diane Lamoureux, Francis Dupuis-Déri (éd.), *Les antiféminismes. Analyse d'un discours réactionnaire*, Montréal 2015, 129–148.
- 56 Blais/Dupuis-Déri (voir note 14), 18.
- 57 Perrot (voir note 8), 19; Bard (voir note 7), 26.
- 58 Angela Davis, *Women, Race and Class*, New York 1983.
- 59 Kimberlé W. Crenshaw, «Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics», *University of Chicago Legal Forum* 1 (1989), 139–167, <http://chicagounbound.uchicago.edu/uclf/vol1989/iss1/8> (12. 6. 2025).
- 60 Par exemple Sara Matthews, Nathan Rambukkana, «Editorial: The Intersectionality of Hate», *Atlantis Journal* 39/1 (2018), 41–43; Christine Bard, «L'antiféminisme dans l'hebdomadaire d'extrême droite Minute ou l'intersectionnalité des haines (1990–2015)», in Bard/Blais/Dupuis-Déri (voir note 15), 167–203.
- 61 Shulamit Volkov, *Das jüdische Projekt der Moderne*, München 2001, 62–81.
- 62 Planert (voir note 2), 17.
- 63 Perrot (voir note 8), 16.
- 64 Bard (voir note 7), 29.
- 65 Bard (voir note 9), 56.
- 66 Liselotte Homering et al. (éd.), *Antisemitismus – Antifeminismus. Ausgrenzungsstrategien im*

19. und 20. Jahrhundert, Roßdorf 2019; Franziska Schutzbach, *Die Rhetorik der Rechten. Rechtspopulistische Diskursstrategien im Überblick*, Zürich 2018.
- 67 Rembert Browne, «How Trump made hate intersectional», *New York Magazine. Intelligencer*, 9. 11. 2016, <https://nymag.com/intelligencer/2016/11/how-trump-made-hate-intersectional.html> (29. 7. 2025).
- 68 Voir par exemple Julia Bush, *Women Against the Vote. Female Anti-Suffragism in Britain*, Oxford 2009.
- 69 Marie Labussière, «Le féminisme comme «héritage à dépasser»: Les Antigones, un militantisme féminin à la frontière de l'espace de la cause des femmes», *Genre, sexualité & société* 18 (2017), <https://doi.org/10.4000/gss.4087> (18. 2. 2025); Les Antigones, «Manifeste des Antigones», s. d., <https://lesantigones.fr/manifeste-antigones> (10. 6. 2025).
- 70 Sara R. Farris, *In the Name of Women's Rights. The Rise of Femonationalism*, Durham 2017.
- 71 Bard (voir note 7), 25, 27.
- 72 Sheila Jeffreys, «Sex Reform and Anti-feminism in the 1920s», in The London Feminist History Group (éd.), *The Sexual Dynamics of History. Men's Power, Women's Resistance*, London 1983, 177–202; Christine Bard, «Toutes des lesbiennes?!» Antiféminisme et lesbophobie, une complicité à l'épreuve du temps», in Line Chamberland, Caroline Désy, Lori Saint-Martin (dir.), *Féminismes et luttes contre l'homophobie. De l'apprentissage à la subversion des codes? Actes du colloque tenu à l'Acfas en mai 2014. Les Cahiers de l'IREF*, Montréal 2016, 7–21.
- 73 Francis Dupuis-Déri, «Proudhon, un anarchiste misogyne et antiféministe, ou comment interpréter l'incohérence d'un auteur célèbre?», in Bard/Blais/Dupuis-Déri (voir note 15), 79–113.
- 74 Voir par exemple Séverine Auffret, *Une histoire du féminisme. De l'Antiquité grecque à nos jours*, Paris 2022.
- 75 Michèle A. Pujol, *Feminism and Anti-Feminism in Early Economic Thought*, Aldershot 1992.
- 76 Voir l'état de la recherche mentionné dans Blais/Dupuis-Déri (voir note 14), 18.
- 77 Entretien avec Patrick Awondo, Rose Ndengue, Fatou Sow, réalisé par Emmanuelle Bouilly et Marième N'Diaye, «Étudier l'anti-genre en Afrique: un phénomène social orphelin d'un concept, vraiment?», *Politique africaine* 168/4 (2022), 115–133, ici 127, <https://doi.org/10.3917/polaf.168.0115> (13. 6. 2025).
- 78 Awondo et al. (voir note 77), 118.
- 79 Aiko Holvikivi, Billy Holzberg, Tomás Ojeda (éd.), *Transnational Anti-Gender Politics. Feminist Solidarity in Times of Global Attacks*, Cham 2024; Alexandra Scheele, Julia Roth, Heide-marie Winkel (éd.), *Global Contestations of Gender Rights*, Bielefeld 2022.
- 80 Salomé Saqué, *Résister*, Paris 2024.

Antifeminismen

Editorial

Antifeminismus, Maskulinismus, Incel-Bewegung, Anti-Gender-Offensiven, Transphobie – Angriffe auf die Rechte und Forderungen von Frauen und geschlechtlichen Minderheiten sind zu einem ebenso aktuellen wie brisanten Thema geworden. Doch das Phänomen ist nicht neu, die europäische Presse berichtete bereits in den letzten Jahrzehnten des 19. Jahrhunderts darüber. Die Geschichtswissenschaften begannen sich allerdings erst viel später damit auseinanderzusetzen. 1991 veröffentlichte die feministische Journalistin Susan Faludi ihr Buch *Backlash. The Undeclared War Against Women*. Darin analysiert sie die antifeministische Reaktion auf feministische Errungenschaften in den USA während der Reagan-Ära und plädiert für weitere Untersuchungen.¹ Sowohl im deutsch- als auch im französischsprachigen Raum erschienen daraufhin erste Studien, die das Phänomen in einer historischen Perspektive betrachteten.²

Dreissig Jahre später weckt das politische Tagesgeschehen erneut das Forschungsinteresse. Wie die Literaturrecherche unserer Kolleg:innen des Réseau québécois en études féministes (RéQEF) zeigt, lässt sich seit den 2000er-Jahren eine neue Forschungskonjunktur beobachten – parallel zur Verbreitung des Antifeminismus im Web 2.0, mit einem Höhepunkt 2016 nach Donald Trumps erster Wahl zum Präsidenten der USA.³ Auch wir sehen uns angesichts der massiven Attacken auf die Rechte von Frauen und sexuellen und geschlechtlichen Minderheiten veranlasst, diese genauer zu erforschen – nicht zuletzt, um ihnen entgegenzutreten zu können. Bereits 1958 warnte Iris von Roten in *Frauen im Laufgitter*, dass ein Schritt zurück genüge, um Verhältnisse wieder aufleben zu lassen, «welche man mit der Frauenbewegung gebannt zu haben glaubte».⁴

Das vorliegende Heft will einen Beitrag zur Geschichte des Antifeminismus leisten, der in der Schweiz nur punktuell erforscht ist. Dabei geht es uns nicht zuletzt darum, unsere Disziplin zu verteidigen, denn antifeministische Angriffe zielen auch auf das analytische Konzept Gender als eines der zentralen Werkzeuge der Geistes- und Sozialwissenschaften. Mehr und mehr werden sowohl in

politischen als auch in akademischen Kreisen⁵ polemische Stimmen laut, welche die wissenschaftliche Beschäftigung mit Geschlechterungleichheiten und darüber hinaus der sozialen Gerechtigkeit diskreditieren und diese als «woke» abtun.⁶

Antifeminismus identifizieren

Obwohl Antifeminismus wörtlich als Widerstand gegen die Frauenbewegungen definiert werden kann, ist er allgemein als eine Form der «hostilité à l'émancipation des femmes» zu verstehen.⁷ Gemäss Michèle Perrot begleitet er den Kampf der Frauen um Gleichberechtigung wie ein Schatten; Antifeminismus ist also eng mit Feminismus verbunden, als dessen Gegengift er sich versteht.⁸ Insofern stellt er eine im späten 19. Jahrhundert abrupt auftretende Gegenbewegung zur «ersten Welle» des Feminismus dar.⁹

Die heute gängige Definition des Begriffs Feminismus als Streben nach Emanzipation setzte sich erst nach und nach durch. Im französischen Sprachraum zum Beispiel prägte ihn die Suffragette Hubertine Auclert, indem sie sich 1882 selbst als Feministin bezeichnete;¹⁰ zuvor bedeutete er die pathologische Verweiblichung von Männern.¹¹ Das Auftauchen und die inhaltliche Bestimmung des Begriffs Antifeminismus lässt sich hingegen leichter bestimmen. Von patriarchaler Gewalt Betroffene identifizierten ihn um 1900 als Gegenbewegung zum Feminismus. Zu ihnen gehörte Jeanne Chauvin, die 1892 als zweite Frau in Frankreich einen Dokortitel in Rechtswissenschaften erwarb, der 1897 aber die Zulassung als Anwältin verweigert wurde. Noch im selben Jahr veröffentlichte sie einen Artikel in *La revue blanche*, in dem sie die Positionen derjenigen, die sich dem Feminismus und insbesondere dem uneingeschränkten Zugang von Frauen zu allen Berufen widersetzten, als antifeministisch bezeichnete.¹² Um die Jahrhundertwende verbreitet sich der Begriff auch im deutschsprachigen Raum. 1902 publiziert die deutsche Feministin Hedwig Dohm ihr bahnbrechendes Werk *Die Antifeministen. Ein Buch der Verteidigung*.¹³ Obwohl äusserst polemisch geschrieben, bestand das erklärte Ziel der Autorin nicht in einem Angriff auf Männer, sondern in einer Kritik antifeministischer Ideologien – sie hebt denn auch hervor, nicht etwa Personen, sondern Ideen zu bekämpfen.

Es waren also Feminist:innen, die den Antifeminismus zuerst als eine Gegenbewegung identifizierten, die sich den tatsächlichen oder befürchteten Fortschritten der Frauenrechte entgegenstellt. Zugleich verwiesen sie auf den politischen Charakter der Bewegung und unterschieden Antifeminismus damit von Misogynie. Die historische Forschung, aber auch die Sozialwissenschaften haben diesen Ansatz weiterverfolgt und ihn zu eigentlichen Theorien der Gegenbewegung ausge-

baut. Heute stellt die Antifeminismusforschung einen eigenständigen Teilbereich der Geschichte der Frauen und des Feminismus dar.¹⁴

Einige historische Studien weisen darauf hin, dass Antifeminismus präventive Formen annehmen kann.¹⁵ Andere wiederum begreifen ihn als eine «catégorie relationnelle», mit der sich das wandelnde Verhältnis zum Feminismus analysieren lässt.¹⁶ Solche «dynamics of backlash and response» stellen eine der grössten Forschungsdesiderate dar.¹⁷ In diesem Zusammenhang lässt sich die These aufstellen, dass das fehlende Wissen über den Antifeminismus, der überwiegend im Westen untersucht wurde,¹⁸ auf die begrenzte Anwendbarkeit des Konzepts Feminismus zurückzuführen ist, das bis heute nur zögerlich gebraucht wird, um Frauenbewegungen in (post)kolonialen Kontexten zu erforschen.¹⁹

Genauso wie es nicht *den* Feminismus gibt, tritt auch der Antifeminismus in unterschiedlichen Erscheinungsformen auf. Wie andere soziale Bewegungen setzt er sich aus verschiedenen, mehr oder weniger radikalen Strömungen zusammen, die unterschiedlich miteinander verbunden sind²⁰ und zusammen ein diffuses antifeministisches Sammelsurium bilden.²¹ Es scheint also angebracht, von *Antifeminismen* zu sprechen, um die Heterogenität dieser Gegenbewegung hervorzuheben.²² Der Titel der vorliegenden Ausgabe tut das ebenfalls. Antifeminismus stellt dennoch ein eigenständiges, definierbares Phänomen dar, das sich sowohl von Misogynie (Hass auf und Verachtung von Frauen) als auch vom Sexismus (Diskriminierung aufgrund des Geschlechts) unterscheidet.²³ Sexismus und Frauenfeindlichkeit korrespondieren jedoch mit Antifeminismus. Ihnen liegt ein gemeinsames patriarchales Denkschema zugrunde, das die unterschiedlichen Rollen von Frauen und Männern essenzialisiert und so die Gesellschaft geschlechtsspezifisch organisiert. Feminismen stellen für dieses ideologische Denken eine Bedrohung dar, weil sie die binäre Kategorisierung und die damit verbundene Geschlechterhierarchie infrage stellen.

Antifeminismus setzt sich aus verschiedenen theoretischen Versatzstücken und Aktionsmustern zusammen.²⁴ Seine Taktiken sind äusserst vielfältig und können sich in unterschiedlichen Bereichen manifestieren – in der Intimsphäre²⁵ ebenso wie auf staatlicher Ebene²⁶ oder auf juristischem Gebiet, in dem häufig Selbsthilfegruppen geschiedener Männer aktiv sind, wie das in diesem Heft besprochene Buch von Édouard Leport zeigt.²⁷ Antifeminist:innen bewegen sich auf verschiedenen Feldern, um feministischen Bewegungen den Kampf anzusagen: Sie verbreiten Karikaturen²⁸ oder Memes,²⁹ üben Gewalttaten aus wie etwa den Anschlag auf Studentinnen der Polytechnischen Hochschule in Montréal 1989,³⁰ streben Gerichtsverfahren³¹ an oder attackieren Feminist:innen im Internet.³²

Eine zentrale antifeministische Strömung bildet der Maskulinismus. Dieser hat sich der Verteidigung der Rechte von Männern gegenüber einer als feministisch imaginierten Gesellschaft verschrieben. Auch wenn diese Bewegung heute dank

der digitalen Echokammern des Web 2.0 einen Aufschwung erlebt,³³ blickt sie auf eine lange Geschichte zurück, die bis ins ausgehende 19. Jahrhundert zurückreicht.³⁴ Ausgehend von einer identifizierten «Krise der Männlichkeit»,³⁵ wonach Männer unter den Fortschritten der Frauenrechte leiden würden, propagieren Maskulinist:innen eine patriarchale Herrschaft und essenzialisieren die Geschlechterrollen.³⁶ Obwohl der Begriff Maskulinismus spiegelbildlich zum Feminismus konstruiert ist, wäre es falsch, ihn als sein Gegenstück zu interpretieren. Denn im Unterschied zu Feminist:innen geht es Maskulinist:innen nicht um Gleichheit oder soziale Gerechtigkeit, sondern um die Bewahrung männlicher Privilegien.³⁷

Antifeminismus zu identifizieren, ist kein leichtes Unterfangen, zumal er sich auf eine Reihe von Stereotypen stützt, die zusammen ein weitverbreitetes, vorgefertigtes Denken zum Ausdruck bringen, das Francine Descaries als «antiféminisme ordinaire» bezeichnet.³⁸ In ihrem Beitrag über die Debatten um den Gleichheitsgrundsatz im Parlamentarischen Rat 1948/49 zeigt auch Anna Leyrer, wie schwierig es ist, eine Trennlinie zwischen Feminismus und Antifeminismus zu ziehen, ohne die historisch spezifischen Gleichheitsvorstellungen zu berücksichtigen.³⁹ Antifeminist:innen bezeichnen sich zudem nur selten als solche; viele von ihnen verstecken sich hinter alternativen Bezeichnungen wie Alterfeminist:innen, Hominist:innen oder Pro-Life-Vertreter:innen. Diese diskursiven Strategien stiften zwar Verwirrung, halten aber einer Analyse ihrer politischen Zielsetzungen nicht stand: Antifeminist:innen bekämpfen Feminist:innen, um strukturelle Geschlechterungleichheiten aufrechtzuerhalten.

Antifeminismus historisieren

Antifeminismus richtet sich gegen Feminismus. Dennoch ist es schwierig, «Welten» des Antifeminismus zu bestimmen, ähnlich wie es für feministische Bewegungen versucht wird, wobei auch dort keine Einigkeit über die Periodisierung besteht.⁴⁰ Auch der Beitrag von Benedikt Breisacher arbeitet Kontinuitäten heraus. Wie er zeigt, beruhte die in den 1970er-Jahren in der Bundesrepublik Deutschland kursierende antifeministische Rhetorik auf Argumentationsmustern, die bis ins späte 19. Jahrhundert zurückreichen.

Trotz diskursiver Kontinuitäten und anhaltender geschlechterpolitischer Auseinandersetzungen lassen sich bestimmte historische Ausdrucksformen des Antifeminismus identifizieren. Die früheste und wohl am häufigsten erforschte Ausprägung ist der Antisuffragismus. Er manifestierte sich besonders in westlichen Demokratien, namentlich in Form der ersten organisierten antifeministischen Gruppen wie des Bundes zur Bekämpfung der Frauenemanzipation in Deutsch-

land oder der National Anti-Women Suffrage League in England.⁴¹ In Ländern wie Frankreich oder der Schweiz wurde der Kampf gegen das Frauenstimm- und -wahlrecht besonders vehement geführt, verlor aber nach dessen Einführung an Bedeutung. Der Antisuffragismus lässt sich als eine Variante des konservativen Antifeminismus betrachten, der sich auf eine höhere Instanz (Gott oder die Natur) beruft, um die Hierarchie zwischen Frauen und Männern zu rechtfertigen. Er ist im gesamten politischen Spektrum anzutreffen, wobei die Geschlechterzugehörigkeit das markantere Unterscheidungskriterium bildete als die politische Verortung im Links-rechts-Schema.⁴² Der Antisuffragismus äusserte sich besonders zwischen dem späten 19. und der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts, nicht nur in Debatten um das Frauenwahlrecht, sondern auch im Bereich der Bildung und des Zugangs zu qualifizierten Berufsfeldern.⁴³

Nachdem sie im Ringen um politische Rechte unterlegen waren, richteten Antifeminist:innen ihre Mobilisierung neu aus. Ab den 1970er-Jahren nahmen sie zwei Themen ins Visier, für die Feminist:innen sich seit langem einsetzten: die Reform des Familienrechts sowie die sexuellen und reproduktiven Rechte.⁴⁴ Beide werden wir im Folgenden am Beispiel der Schweiz eingehender behandeln. Seither haben sich die Formen und Strategien antifeministischer Bewegungen weiterentwickelt. So lässt sich seit den 1990er-Jahren eine neue Form des Antifeminismus beobachten, die sich globaler artikuliert und das analytische Konzept Gender angreift. Im Fokus der Kritik steht die «Gender-Theorie», da diese angeblich sowohl die Geschlechterbinarität infrage stelle als auch die Familie zerstöre.⁴⁵ Es sind die rhetorischen Attacken dieser Bewegung, ihr Beharren auf einer heteronormativen Geschlechterordnung sowie ihre ausgeprägte Transphobie, die einige Forschende als antifeministisch einstufen,⁴⁶ auch wenn die Debatte über den sogenannten Genderismus noch nicht abgeschlossen ist.⁴⁷ Der Widerstand gegen das Konzept Gender kommt mittlerweile einem «empty signifier»⁴⁸ beziehungsweise einem «symbolic glue»⁴⁹ gleich, der unterschiedliche Akteur:innen vereint, die sich in der Verteidigung der herrschenden Geschlechterordnung zusammenfinden, obwohl sie teils gegensätzliche Ideen vertreten. Vom Vatikan über rechtsextreme Gruppierungen bis hin zu populistischen Regimen: im Anti-Gender-Diskurs verdichten sich soziale Ängste und Ressentiments.⁵⁰

Ein anschauliches Beispiel dafür ist der massive Widerstand gegen die verschiedenen Massnahmen, die in den letzten zwanzig Jahren zugunsten der inklusiven Sprache und Schreibweise ergriffen oder vorgeschlagen wurden. Wie Dorothee Beck in ihrem Debattenbeitrag am Beispiel Deutschlands zeigt, spannen demokratische Parteien wie die CDU/CSU mit der rechtsextremen AfD trotz politischer Differenzen zusammen, um die Gleichstellung der Geschlechter in gesprochener und geschriebener Sprache zu bekämpfen.

Antifeminismus in der Schweiz

An dieser Stelle gilt es auf einige Besonderheiten der Schweiz einzugehen, auf die sich diese Heftausgabe schwerpunktmässig bezieht. Diese lassen sich teils dadurch erklären, dass das Frauenstimm- und -wahlrecht in der Schweiz länger als anderswo ein Politikum darstellte. Das Titelbild des Heftes zeigt unmissverständlich, wie lange sich die politische Macht in den Händen der Männer konzentrierte, die den Frauen dieses Grundrecht auf Bundesebene bis 1971 vorenthielten.⁵¹ Die von Jürg Hassler 1967 an der Landsgemeinde von Hundwil im Kanton Appenzell Ausserrhoden aufgenommene Fotografie, die wir auf der Homepage der Zeitschrift ausführlich kommentieren,⁵² erinnert an die allgegenwärtige Präsenz von Männern auf sämtlichen Ebenen des Staates und an ihre jahrzehntelange Sicherung politischer Privilegien. Diese Machtverhältnisse fanden auch bei einigen Frauen Zustimmung, die sich in Verbänden gegen das Frauenstimm- und -wahlrecht einsetzten.⁵³

Antifeminist:innen befassten sich auch in der Schweiz nach 1971 mit neuen Themen.⁵⁴ Das Familienrecht, das zwischen 1972 und 2000 mehrfach reformiert wurde, avancierte zu einem zentralen Feld des antifeministischen Kampfes. Diese Entwicklung lässt sich eindeutig als eine Reaktion auf feministische Bewegungen lesen, die das Private politisierten, wie *Sarah Probst* und *Celestina Widmer* in ihrem Bildbeitrag anhand der Referendumskampagne gegen das neue Eherecht von 1985 argumentieren. Obwohl die rechtliche Gleichstellung der Ehepartner:innen 1988 in Kraft trat, dominierte auch danach noch ein stark patriarchales Verständnis der Ehe – erst die Abschaffung des Schuldprinzips im Scheidungsverfahren 2000 markierte einen Wendepunkt. *Aurore Müller* und *Marta Roca y Escoda* untersuchen in ihrem ausserhalb des Themenschwerpunkts erscheinenden Beitrag, der aber frappierende Bezüge zum Antifeminismus aufweist, in welchem Ausmass Gewalt gegen Frauen bis in die 1990er-Jahre gesellschaftlich toleriert wurde. Die brutale und uneingeschränkte Unterordnung von Frauen unter ihre Ehemänner wird von Antifeminist:innen verteidigt. Diese verlangen auch die Kontrolle über den weiblichen Körper, gegen die Feminist:innen seit den 1970er-Jahren opponieren. *Stéphanie Jungo* analysiert in ihrem Beitrag die antifeministische Mobilisierung am Beispiel der Abtreibungsgegnerschaft in den 1970er-Jahren und hebt hervor, welche Rolle antiegalitäre Ressentiments bei der Verhinderung sozialen Wandels und der Sicherung patriarchaler Ordnungen spielten. Männliche Privilegien wurden auf verschiedenen, sich überschneidenden Schauplätzen verteidigt. So arbeiten auch *Laura Bernasconi* und *Audrey Bonvin* in ihrem Beitrag gemeinsame Mechanismen heraus, die sowohl Abtreibungsgegner:innen als auch Verteidiger:innen von sogenannten Vaterrechten mobilisierten, die sich gegen den Machtverlust des Familienoberhaupts stemmten.

Der Schweizer Fall zeigt einmal mehr, dass sich der Widerstand gegen die Rechte von Frauen und allgemein gegen Menschen, welche die herrschende Geschlechterordnung infrage stellen, in allen politischen Lagern verorten lässt. Integrierend wirkt in diesem Zusammenhang auch die Idee einer «tatsächlich erreichten Gleichstellung», mit der feministische Forderungen als überholt, unnötig oder extremistisch diskreditiert werden. Dieser postfeministische Diskurs spielt dem Antifeminismus in die Hände.⁵⁵ Ein Beispiel dafür ist der Bund Schweizerischer Frauenorganisationen, der wichtigste Dachverband in der Schweiz, der 1900 gegründet und 1999 in Alliance F umbenannt wurde. Wie Zoé Seuret in ihrem Porträtbeitrag zeigt, vertrat der Verband seit der «bürgerlichen Wende» in den 1970er-Jahren ein zunehmend liberales Konzept der Gleichstellung und distanzierte sich explizit von den weiter «links» verorteten feministischen Bewegungen. Obwohl sich Alliance F nicht direkt der antifeministischen Bewegung zuordnen lässt, zeigt das Porträt, welche Wirkung Rhetoriken entfalten, die feministische Kämpfe zu diskreditieren suchen. Auch verdeutlicht es, wie wichtig es ist, die Zusammenhänge zwischen Antifeminismus und kapitalistischen Ökonomien, vor allem im Kontext des Neoliberalismus, stärker zu erforschen.⁵⁶ Der Beitrag von *Hadrien Buclin* eröffnet in dieser Hinsicht spannende Forschungsperspektiven zum Antifeminismus innerhalb der organisierten Arbeitgeberschaft der Schweiz. Er analysiert, wie sich diese ab den 1990er-Jahren vehement gegen die Einführung einer Mutterschaftsversicherung wehrte, die sie als feministisch wahrnahm und deshalb bekämpfte.

Intersektionalität des Hasses

Antifeminismus sagt viel über die umkämpften Beziehungen zwischen den Geschlechtern aus, doch er gibt auch Aufschluss über Ängste.⁵⁷ Die Geschichte des Antifeminismus umfasst immer auch Skepsis, ja Abwehrhaltungen gegenüber sozialen Veränderungen. Daher überrascht es nicht, dass Antifeminismus oft mit anderen Formen des Hasses einhergeht. Afroamerikanische Feminist:innen fordern schon seit langem einen intersektionalen Ansatz,⁵⁸ um die Verflechtungen verschiedener Unterdrückungsformen und Ausbeutungsverhältnisse besser zu verstehen, namentlich betreffend Geschlecht, *race* und Klasse.⁵⁹ Ein solcher Ansatz erweist sich auch dann als fruchtbar, wenn Antifeminismus mit anderen Formen des Hasses wie Rassismus, Homophobie, Islamophobie oder Antisemitismus einhergeht. Mehrere Forscher:innen haben diese Verschränkungen als «Intersektionalität des Hasses»⁶⁰ bezeichnet.

Bereits früh argumentierte die Historikerin Shulamit Volkov, «das Prinzip des «Andersseins»» habe für die Formierung der bürgerlichen Gesellschaft eine

konstitutive und stabilisierende Bedeutung gehabt.⁶¹ Umgekehrt und somit paradoxerweise können die antisemitischen und antifeministischen Diskurse, die sich Ende des 19. Jahrhunderts verstärkten und verflochten, auch als Widerstand gegen das bürgerliche Projekt der Moderne und dessen aufklärerische Ideale der Gleichheit und Freiheit verstanden werden – eine Herausforderung, vor der wir auch heute noch stehen. In ihrer Untersuchung zum Deutschen Kaiserreich um 1900 differenziert die Historikerin Ute Planert, dass Antifeminismus und Antisemitismus nicht nur programmatische Gemeinsamkeiten aufwiesen, sondern dass auch enge personelle und organisatorische Verbindungen bestanden.⁶²

Die extreme Rechte war schon immer zutiefst patriarchal.⁶³ In ihren Kreisen findet sich denn auch «la forme la plus virulente d'antiféminisme».⁶⁴ So stellte die Action française in Frankreich schon zu Beginn des 20. Jahrhunderts Juden:Jüdinnen, Freimaurer:innen, Ausländer:innen, Kommunist:innen und Feminist:innen an den Pranger und machte sie für den vermeintlichen Niedergang der Nation verantwortlich.⁶⁵ Auch Figuren wie Alain Soral in Frankreich verwenden heutzutage eine Rhetorik, in der sich Antifeminismus mit unverhohlenen antisemitischen, islamophoben und homophoben Äusserungen intersektional verschränken, wie Chrystèle Bayon in ihrem Beitrag zeigt.⁶⁶ In den Vereinigten Staaten wiederum haben Trumps tägliche Entgleisungen in den sozialen Medien rechtsextremen Antifeminismus neu legitimiert. Gemäss dem afroamerikanischen Autor und Journalisten Rembert Browne hat der Präsident seine erste Wahl gewonnen, indem er Hass intersektional aufgeladen habe.⁶⁷

Auch wenn Antifeminist:innen mehrheitlich Männer sind, darf die Bedeutung von Frauen im Antifeminismus nicht unterschätzt werden. Die bereits erwähnten Gegner:innen des Frauenstimm- und -wahlrechts in der Schweiz waren keine Ausnahme.⁶⁸ Das frappierendste Beispiel findet sich aber erneut in rechts-extremen Kreisen. So hat die Politikwissenschaftlerin und Historikerin Magali Della Sudda in einem Buch, das in diesem Heft rezensiert wird, die neuen Aktivist:innen der französischen Rechten seit 2010 porträtiert – so etwa Les Antigones, die aus dem Aufstand gegen die Femen hervorgegangen sind und sowohl «Gender-Theorien» als auch «Sextremismus» ablehnen.⁶⁹ Die Soziologin Sara Farris wiederum spricht von «Femonationalismus», wenn feministische Forderungen für rassistische und migrationsfeindliche Zwecke instrumentalisiert werden.⁷⁰

Hedwig Dohm hat bereits vor über hundert Jahren das antifeministische Klischee entlarvt, wonach Feministinnen Männer nicht mögen. Doch der Feminismus baut niemals auf Männerhass, ganz im Gegensatz zum frauenfeindlichen Antifeminismus.⁷¹ Antifeminismus ist darüber hinaus oft lesbenfeindlich,⁷² wie Marie Spang in ihrem Beitrag zu einer feministischen Kundgebung 1978 in Frei-

burg zeigt. Die im Anschluss organisierte katholische Prozession verwies denn auch auf den Lesbianismus der Demonstrantinnen – eine Sünde in den Augen der Erzkonservativen. Es muss allerdings festgehalten werden, dass solche antifeministischen Klischees weit verbreitet waren und sich nicht auf rechtsextreme oder katholische Kreise beschränkten. Auch wenn sich der Antifeminismus der liberalen Rechten und der Linken,⁷³ zu dem es nur wenige Untersuchungen gibt, deutlich weniger krass äusserte, hatte er doch sehr konkrete Auswirkungen auf die Rechte von Frauen.

Mehr Forschung (und Widerstand)

Wie eingangs erwähnt, sind auch die Gender Studies Zielscheibe antifeministischer Angriffe. Unser Heft versteht sich daher nicht nur als feministische Intervention, sondern verteidigt auch die Wissenschaftsfreiheit. Die Artikel dieser Ausgabe, die sich mehrheitlich auf die zweite Hälfte des 20. Jahrhunderts konzentrieren, leisten einen Beitrag zur boomenden Antifeminismusforschung. Darüber hinaus verweisen sie auf weitere Forschungsansätze, die noch weitgehend Neuland sind. Das vielleicht zentralste Desiderat betrifft die heuristische Matrix von Feminismus und Antifeminismus, die um 1900 durch Feministinnen in Europa geprägt wurde. Obwohl es durchaus produktiv ist, Feminismus und Antifeminismus, Bewegung und Gegenbewegung zusammenzudenken, bleibt die heuristische Reichweite dieses Ansatzes zeitlich und räumlich begrenzt.

Die Geschichte des Antifeminismus, das wurde bereits betont, umfasst einen langen Zeitraum. Während der Antifeminismus des späten 19. Jahrhunderts gut dokumentiert ist, gibt es zu den Epochen davor deutlich weniger Untersuchungen. Inwieweit kann das Konzept des Antifeminismus für Zeiten herangezogen werden, in denen der Begriff noch gar nicht existierte? Wie trat er in Erscheinung und wie unterschied er sich von Frauenfeindlichkeit? Mehrere Studien belegen, dass das Konzept des Feminismus auch für die Epochen vor seiner Entstehung als politische Bewegung im 19. Jahrhunderts in Europa erfolgreich angewandt werden kann.⁷⁴ Das könnte auch für den Antifeminismus zutreffen, wie die Pionierarbeit der Ökonomin Michèle Pujol zeigt, die, ausgehend von Adam Smith, bereits Anfang der 1990er-Jahre feministische und antifeministische Tendenzen in der klassischen politischen Ökonomie aufspürte.⁷⁵

Ferner stellt sich die Frage, inwieweit Antifeminismus ein globales Phänomen darstellt. Auch hier sind neuere Forschungsarbeiten über Feminismen in den Ländern des «globalen Südens» hilfreich, um den auf den Westen gerichteten Blick in andere Richtungen zu lenken.⁷⁶ So geben beispielsweise mehrere

afrikanische oder afrodiasporische Forscher:innen und Aktivist:innen anregende Denkanstöße zum kolonialen Erbe des Antifeminismus. Wie die Historikerin Rose Ndengue argumentiert, spiegeln die Auseinandersetzungen rund um Anti-Gender und Antifeminismus in Afrika teils westliche Dynamiken wider. So wurde durch den Kolonialismus ein bestimmtes westliches Frauenbild transportiert, das später von Afrikaner:innen übernommen und reproduziert wurde.⁷⁷ Zudem problematisiert sie die Anwendung westlicher Konzepte auf nicht europäische Kontexte und erinnert daran, dass Anti-Gender in Europa (im Gegensatz zu Afrika) mit Rassismus korrespondiert, was die globale Bedeutung des Begriffs infrage stelle («le caractère globalisant du terme anti-genre»)⁷⁸ Das gelte auch für den Antifeminismus, weshalb bei der Verwendung des Begriffs Vorsicht geboten sei. Genau dieser Herausforderung stellen sich die beiden kürzlich erschienenen Sammelbände *Transnational Anti-Gender Politics. Feminist Solidarity in Times of Global Attacks* (2024) und *Global Contestations of Gender Rights* (2022), die in dieser Ausgabe besprochen werden. Beide plädieren für eine Differenzierung des analytischen Rahmens, da Geschlechterfragen an mehreren Orten auf der Welt gleichzeitig verschiedene Reaktionen hervorrufen.⁷⁹ Angesichts der weiten Verbreitung des Antifeminismus und seiner Fähigkeit, sich ständig neu zu formieren, muss nicht nur die Forschung dazu weitergeführt, sondern auch über verschiedene Formen des Widerstands nachgedacht werden. In der Zeitschrift *Nouvelles questions féministes*, deren letzte Ausgabe sich ebenfalls mit dem Thema Antifeminismus beschäftigt, erklären Mélissa Blais und Debbie Ging in einem Interview, warum wir weiter an die solidarische Kraft der Kollektivität und der Bildung glauben sollten. Auch die vorliegende Ausgabe trägt zur Verbreitung von Wissen bei, das wir mehr denn je benötigen. In Anlehnung an das Buch *Résister* der Journalistin Salomé Saqué, das sich mit dem Aufstieg der extremen Rechten in Frankreich auseinandersetzt (und ihm entgegentritt), will dieses Heft ebenfalls einen Beitrag zur Etablierung und Konsolidierung vielfältiger Widerstandsformen leisten.⁸⁰

Stéphanie Ginalska, Pauline Milani, Matthias Ruoss

Anmerkungen

- 1 Susan Faludi, *Backlash. The Undeclared War Against Women* [1991], New York 2006.
- 2 Erste grundlegende Studie für Deutschland Ute Planert, *Antifeminismus im Kaiserreich. Diskurs, soziale Formation und politische Mentalität*, Göttingen 1998, für Frankreich Christine Bard (Hg.), *Un siècle d'antiféminisme*, Paris 1999.
- 3 Melissa Blais et al., *Bibliographie sur l'antiféminisme*, mise à jour 2022, https://reqef.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/05/biblio_reqef_antifeminisme.pdf (12. 6. 2025).
- 4 Iris von Roten, *Frauen im Laufgitter* [1958], Zürich 1991, 23.

- 5 Marion Näser-Lather, «Academics against Gender Studies. Science populism as part of an authoritarian anti-feminist hegemony project», *Kvinder, Køn & Forskning* 2 (2020), 77–84, <https://doi.org/10.7146/kkf.v29i2.124901> (24. 6. 2025).
- 6 Francis Dupuis-Déri, *Panique à l'université. Rectitude politique, woke et autres menaces imaginaires*, Montréal 2022.
- 7 Christine Bard, «Pour une histoire des antiféminismes», in Bard (wie Anm. 2), 21–37, hier 22.
- 8 Michèle Perrot, «Préface», in Bard (wie Anm. 2), 7–20, hier 8.
- 9 Christine Bard, «Les antiféminismes de la première vague», in Bard (wie Anm. 2), 41–67, hier 41.
- 10 Karen Offen, *European Feminisms, 1700–1950. A Political History*, Stanford 2000, 183.
- 11 Valère Faneau, *Du féminisme et de l'infantilisme chez les tuberculeux*, thèse de doctorat en médecine, Paris 1871.
- 12 Jeanne Chauvin, «Féminisme et antiféminisme», *La revue blanche* (Dezember 1897), 321–325.
- 13 Hedwig Dohm, *Die Antifeministen. Ein Buch der Verteidigung*, Berlin 1902. Vgl. auch Susanne Maurer, «Hedwig Dohms ›Die Antifeministen‹», *Aus Politik und Zeitgeschichte* 17 (2018), 40–46.
- 14 Blais et al. (wie Anm. 3).
- 15 Christine Bard, «À contre-vagues», in Christine Bard, Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri (Hg.), *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, Paris 2019, 7–49, hier 11; Ève-Marie Lampron, «Liberté, fraternité, masculinité les discours masculinistes contemporains du Québec et la perception des femmes dans la France révolutionnaire», in Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri (Hg.), *Le mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué*, Montréal 2008, 33–54.
- 16 Sara Garbagnoli, «L'hérésie des féministes du genre. Genèse et enjeux de l'antiféminisme «antigenre» du Vatican», in Diane Lamoureux, Francis Dupuis-Déri (Hg.), *Les antiféminismes. Analyse d'un discours réactionnaire*, Montréal 2015, 107–128.
- 17 Jane Mansbridge, Shauna L. Shames, «Toward a Theory of Backlash Dynamic Resistance and the Central Role of Power», *Politics & Gender* 4 (2008), 623–634, hier 630.
- 18 Blais et al. (wie Anm. 3), 18; Jordi Bonet-Martí, «Los antifeminismos como contramovimiento. Una revisión bibliográfica de las principales perspectivas teóricas y de los debates actuales», *Teknokultura. Revista de Cultura Digital y Movimientos Sociales* 18/1 (2021), 61–71, <https://doi.org/10.5209/tekn.71303> (24. 6. 2025).
- 19 Lucy Delap, *Feminisms. A Global History*, Chicago 2020.
- 20 Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri, «Les études sur l'antiféminisme. Commentaire sur la nouvelle édition de la *Bibliographie sur l'antiféminisme*», in Blais et al. (wie Anm. 3), 7.
- 21 Anne-Marie Devreux, Diane Lamoureux, «Les antiféminismes: une nébuleuse aux manifestations tangibles», *Cahiers du genre* 52/1 (2012), 7–22.
- 22 Bard/Blais/Dupuis-Déri (wie Anm. 15).
- 23 Bard (wie Anm. 7), 22.
- 24 Blais/Dupuis-Déri (wie Anm. 20), 7.
- 25 Jennifer L. Holland, *Tiny You. A Western History of the Anti-Abortion Movement*, Berkeley, CA 2020.
- 26 Francis Dupuis-Déri, «L'antiféminisme d'État», *Lien social et Politiques* 69 (2013), 163–180.
- 27 Édouard Leport, *Les papas en danger? Des pères à l'assaut des droits des femmes*, Paris 2022.
- 28 Helen Chenut, «Anti-feminist Caricature in France: Politics, Satire and Public Opinion, 1890–1914», *Modern & Contemporary France* 20/4 (2012), 437–452, <https://doi.org/10.1080/09639489.2012.720433> (24. 6. 2025); Lauren Alex O'Hagan, «Contesting Women's Right to Vote: Anti-Suffrage Postcards in Edwardian Britain», *Visual Culture in Britain* 21/3 (2020) 330–362, <https://doi.org/10.1080/14714787.2020.1827971> (24. 6. 2025); Detlef Münch, *Die weibliche Gefahr. Antifeminismus in der frühen deutschen Science Fiction und utopischen Karikatur, 1861–1916*, Dortmund 2024.

- 29 Maxime Dafaure, «Memes, trolls and the manosphere: mapping the manifold expressions of antifeminism and misogyny online», *European Journal of English Studies* 26/2 (2022), 236–254, <https://doi.org/10.1080/13825577.2022.2091299> (24. 6. 2025).
- 30 Mélissa Blais, *L'attentat antiféministe de Polytechnique. Une mémoire collective en transformation*, Saint-Laurent 2024.
- 31 Susan B. Boyd, «Demonizing Mothers Fathers' Rights Discourses in Child Custody Law Reform Processes», *Journal of the Motherhood Initiative for Research and Community Involvement* 6/1 (2004), 52–74.
- 32 Elena Waldispuehl, «Cybersurveiller et cyberharceler les féministes jusqu'à l'épuisement comme stratégie d'action des réseaux antiféministes en France et au Québec», *Revue française des sciences de l'information et de la communication* 28 (2024), <https://doi.org/10.4000/11ubm> (26. 2. 2025).
- 33 Ging Debbie, Siapera Eugenia, *Gender Hate Online. Understanding the New Anti-Feminism*, Cham 2019.
- 34 Francis Dupuis-Déri, «Le «masculinisme». Une histoire politique du mot (en anglais et en français)», *Recherches féministes* 22/2 (2010), 97–123, <https://doi.org/10.7202/039213ar> (24. 6. 2025); Carlier Denis, *Le «masculinisme» en France, 1870–1945. Usages féministes et antiféministes d'un terme et de ses variantes*, thèse de doctorat sous la direction de Christine Bard (Université d'Angers) et Francis Dupuis-Déri (Université du Québec à Montréal), soutenance 2025.
- 35 Francis Dupuis-Déri, *La crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace*, Montréal 2018.
- 36 Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri, «Masculinism and the Antifeminist Countermovement», *Social Movement Studies* 11/1 (2011), 21–39, <https://doi.org/10.1080/14742837.2012.640532> (24. 6. 2025); Blais/Dupuis-Déri (wie Anm. 15); Andreas Kemper, *Die Maskulisten. Organisierter Antifeminismus im deutschsprachigen Raum*, Münster 2012.
- 37 Theresa M. Iker, *Before the Red Pill. The Men's Rights Movement and American Politics, 1960–2005*, PhD, Stanford University 2023.
- 38 Francine Descarries, «L'antiféminisme «ordinaire»», *Recherches féministes* 18/2 (2005), 137–151, <https://doi.org/10.7202/012421ar> (24. 6. 2025).
- 39 Lucy Delap, «Feminst and anti-feminist encounters in Erwardian Britain», *Historical Research* 78/201 (2005), 377–399.
- 40 Linda Nicholson, «Feminism in «Waves». Useful Metaphor or Not?», *New Politics* 12/4 (2010), 34–39, https://newpol.org/issue_post/feminism-waves-useful-metaphor-or-not (17. 6. 2025).
- 41 Planert (wie Anm. 2); Delap (wie Anm. 39).
- 42 Florence Rochefort, «L'antiféminisme: une rhétorique réactionnaire?», in Bard (wie Anm. 2), 133–147.
- 43 Karin Hausen, «Warum Männer Frauen zur Wissenschaft nicht zulassen wollten», in Helga Nowotny (Hg.), *Wie männlich ist die Wissenschaft?*, Frankfurt am Main 1986, 31–40; Beatrix Mesmer, *Staatsbürgerinnen ohne Stimmrecht. Die Politik der schweizerischen Frauenverbände 1914–1971*, Zürich 2007, 150–156.
- 44 Claire Sorin, «L'antiféminisme des femmes aux États-Unis, symptôme d'une Amérique illibérale? Le cas de WomenAgainstFeminism.com», *Revue d'histoire* 153/1 (2022), 49–63, <https://doi.org/10.3917/vin.153.0049> (24. 6. 2025).
- 45 Judith Butler, *Qui a peur du genre?*, Paris 2024; Sara Garbagnoli, Massimo Prearo, *La croisade «anti-genre» du Vatican aux manif pour tous*, Paris 2017; Roman Kuhar, David Paternotte (Hg.), *Campagnes anti-genre en Europe. Des mobilisations contre l'égalité*, Lyon 2018, <https://books.openedition.org/pul/27735> (24. 6. 2025).
- 46 Judith Goetz, Stefanie Mayer, *Global Perspectives on Anti-Feminism. Far-Right and Religious Attacks on Equality and Diversity*, Edinburgh 2023.
- 47 Andrea Pető, «Feminist Stories from an Illiberal State Revoking the License to Teach Gender Studies in Hungary at a University in Exile (CEU)», in Katharina Bluhm et al. (Hg.), *Gender and Power in Eastern Europe. Changing Concepts of Femininity and Masculinity in*

- Power Relations, Societies and Political Orders in Transition*, Cham 2021, 35–44, <https://doi.org/10.1007/978-3-030-53130-0> (24. 6. 2025).
- 48 Birgit Sauer, «Anti-feministische Mobilisierung in Europa. Kampf um eine neue politische Hegemonie?», *Zeitschrift für Vergleichende Politikwissenschaft* 13 (2019), 339–352, hier 342.
- 49 Eszter Kováts, Põim Maari, *Gender as Symbolic Glue. The Position and Role of Conservative and Far Right Parties in the Anti-Gender Mobilizations in Europe*, Budapest 2015, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/budapest/11382.pdf> (24. 6. 2025).
- 50 Sonja A. Strube et al. (Hg.), *Anti-Genderismus in Europa. Allianzen von Rechtspopulismus und religiösem Fundamentalismus. Mobilisierung – Vernetzung – Transformation*, Bielefeld 2021, <https://doi.org/10.14361/9783839453155> (24. 6. 2025); Garbagnoli/Prearo (wie Anm. 45).
- 51 Brigitte Studer, *La conquête d'un droit. Le suffrage féminin en Suisse (1848–1971)*, Neuchâtel 2020.
- 52 <https://revue-traverse.ch/highlight/highlight-3-2025/>.
- 53 Noemi Crain Merz, Urs Hafner, «Als die Apologetinnen der Männerrepublik die Gretchenfrage der Demokratie stellten. Zur Politik der Gegnerinnen des Frauenstimmrechts in der Schweiz, 1919–1971», *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 72/1 (2022), 40–54, <https://doi.org/10.24894/2296-6013.00096> (24. 6. 2025); Daniel A. Furter, «Die umgekehrten Suffragetten». *Die Gegnerinnen des Frauenstimmrechts in der Schweiz von 1958 bis 1971*, Lizentiatsarbeit Universität Bern 2003, https://furter.net/downloads/Lizentiat_Die_Gegnerinnen_des_Frauenstimmrechts.pdf (24. 6. 2025).
- 54 Pauline Milani, ««Lutter contre les excès de l'émancipation des femmes». La reconfiguration des forces antiféministes au tournant de 1971», in Katrin Meyer, Yunna Skliarova, Stephanie Pfenninger Tuchschmid (Hg.), *Remembering Women's Suffrage and Redefining Democracy. Critical Feminist Interventions*, Zürich 2024, 67–88.
- 55 Francis Dupuis-Déri, «Postféminisme et antiféminisme», in Lamoureux/Dupuis-Déri (wie Anm. 16), 129–148.
- 56 Blais/Dupuis-Déri (wie Anm. 20), 18.
- 57 Perrot (wie Anm. 8), 19; Bard (wie Anm. 7), 26.
- 58 Kimberlé W. Crenshaw, «Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics», *University of Chicago Legal Forum* 1 (1989), 139–167, <http://chicagounbound.uchicago.edu/uclf/vol1989/iss1/8> (12. 6. 2025).
- 59 Angela Davis, *Women, Race and Class*, New York 1983.
- 60 Vgl. zum Beispiel Sara Matthews, Nathan Rambukkana, «Editorial: The Intersectionality of Hate», *Atlantis Journal* 39/1 (2018), 41–43; Christine Bard, «L'antiféminisme dans l'hebdomadaire d'extrême droite Minute ou l'intersectionnalité des haines (1990–2015)», in Bard/Blais/Dupuis-Déri (wie Anm. 15), 167–203.
- 61 Shulamit Volkov, *Das jüdische Projekt der Moderne. Zehn Essays*, München 2001, 62–81, hier 73.
- 62 Planert (wie Anm. 2), 17.
- 63 Perrot (wie Anm. 8), 16.
- 64 Bard (wie Anm. 7), 29.
- 65 Bard (wie Anm. 9), 56.
- 66 Liselotte Homering et al. (Hg.), *Antisemitismus – Antifeminismus. Ausgrenzungsstrategien im 19. und 20. Jahrhundert*, Rossdorf 2019; Franziska Schutzbach, *Die Rhetorik der Rechten. Rechtspopulistische Diskursstrategien im Überblick*, Zürich 2018.
- 67 Rembert Browne, «How Trump made hate intersectional», *New York Magazine. Intelligencer*, 9. 11. 2016, <https://nymag.com/intelligencer/2016/11/how-trump-made-hate-intersectional.html> (29. 7. 2025).
- 68 Vgl. zum Beispiel Julia Bush, *Women Against the Vote. Female Anti-Suffragism in Britain*, Oxford 2009.
- 69 Marie Labussière, «Le féminisme comme «héritage à dépasser»: Les Antigones, un militan-

- tisme féminin à la frontière de l'espace de la cause des femmes», *Genre, sexualité & société* 18 (2017), <https://doi.org/10.4000/gss.4087> (18. 2. 2025); Les Antigones, «Manifeste des Antigones», <https://lesantigones.fr/manifeste-antigones> (10. 6. 2025).
- 70 Sara R. Farris, *In the Name of Women's Rights. The Rise of Femonationalism*, Durham 2017.
- 71 Bard (wie Anm. 7), 25, 27.
- 72 Sheila Jeffreys, «Sex Reform and Anti-feminism in the 1920s», The London Feminist History Group (Hg.), *The Sexual Dynamics of History. Men's Power, Women's Resistance*, London 1983, 177–202; Christine Bard, «Toutes des lesbiennes?!» Antiféminisme et lesbophobie, une complicité à l'épreuve du temps», in Line Chamberland, Caroline Désy, Lori Saint-Martin (Hg.), *Féminismes et luttes contre l'homophobie: de l'apprentissage à la subversion des codes? Actes du colloque tenu à l'Acfas en mai 2014* (Les Cahiers de l'IREF), Montréal 2016, 7–21.
- 73 Francis Dupuis-Déri, «Proudhon, un anarchiste misogyne et antiféministe, ou comment interpréter l'incohérence d'un auteur célèbre?», in Bard/Blais/Dupuis-Déri (wie Anm. 15), 79–113.
- 74 Vgl. zum Beispiel Séverine Auffret, *Une histoire du féminisme de l'Antiquité grecque à nos jours*, Paris 2022.
- 75 Michèle A. Pujol, *Feminism and Anti-Feminism in Early Economic Thought*, Aldershot 1992.
- 76 Für den Forschungsstand siehe Blais/Dupuis-Déri (wie Anm. 20), 18.
- 77 Interview mit Patrick Awondo, Rose Ndengue, Fatou Sow, durchgeführt von Emmanuelle Bouilly und Marième N'Diaye, «Étudier l'anti-genre en Afrique: un phénomène social orphelin d'un concept, vraiment?», *Politique africaine* 168/4 (2022), 115–133, hier 127, <https://doi.org/10.3917/polaf.168.0115> (13. 6. 2025).
- 78 Awondo et al. (wie Anm. 77), 118.
- 79 Aiko Holvikivi, Billy Holzberg, Tomás Ojeda (Hg.), *Transnational Anti-Gender Politics. Feminist Solidarity in Times of Global Attacks*, Cham 2024; Alexandra Scheele, Julia Roth, Heidemarie Winkel (Hg.), *Global Contestations of Gender Rights*, Bielefeld 2022.
- 80 Salomé Saqué, *Résister*, Paris 2024.